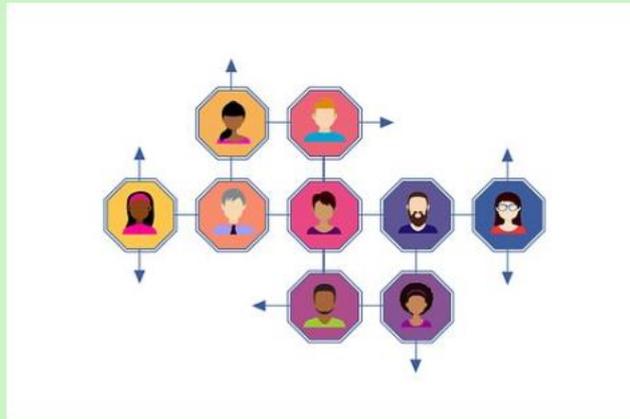


1

Le PIBet ses avatars



Université Populaire de Montélimar
François Pruvost 12 Février 2019

J'ai beaucoup hésité à choisir le titre de cet exposé : le PIB ou comment s'en débarrasser, le PIB pourquoi faire, le PIB ça trompe énormément, la dictature du PIB...car je sentais bien que mon projet de décryptage m'introduirait dans des contrées inattendues. D'où, finalement, les avatars...

En vieux scientifique que je suis, je vais tenter d'abord de vous dire honnêtement de quoi il est fait, ce qu'il est, ce qui le fait maigrir ou grossir, et, tout autant ensuite ce qu'il n'est pas, où il nous emmène, ce qu'il pourrait être en se demandant finalement ce qu'il nous dit de la valeur des choses.

2

Reuters

Le 10 Janvier 2018 à 06h33...

La Banque mondiale relève ses prévisions de croissance pour 2018

Le PIB mondial devrait progresser de 3,1% cette année, après 3% en 2017. C'est 0,2% point de pourcentage de plus que les prévisions établies en juin.

Ce bref message de Reuters mérite une explication de texte, car en peu de mots on apprend qu'on peut calculer un PIB mondial, qu'on peut prévoir approximativement son évolution, mais on ne le montre pas trop en ne parlant que de sa croissance. Il devient un objet économique volant mal identifié : tout le monde en parle, surtout la presse économique, le monde des affaires, les banques, et le gouvernement, mais je ne l'ai jamais vu que dans les journaux ou à la télévision.

3 Le cœur du PIB est la somme des valeurs ajoutées produites dans un périmètre donné, par exemple le territoire de la France : on l'appelle sous cette définition le PIB au coût des facteurs ou la Valeur Ajoutée Brute Totale.

Voilà : vous savez tout et on pourrait s'arrêter là : il suffit de préciser ce qu'est la Valeur Ajoutée.

Aux coûts des facteurs/Aux prix de base

$$? \text{ PIB} = \sum \text{VA}_i ?$$

Produit **Valeur**
Intérieur **Ajoutée**
Brut **de la branche i**

On y est presque...

...disons **Valeur Ajoutée Brute Totale**

Valeur de la production
 - **Valeur des achats**
 (**consommations intermédiaires**)

= **Valeur Ajoutée...**

constituée de **Salaires et Cotisations Sociales**
 + **Impôts sur la production**
 - **Subventions sur la production**
 + **Excédent Brut d'Exploitation**

4 Le boulanger achète de la farine bien sûr, mais aussi de l'électricité pour son pétrin et son four, des papiers d'emballage, de l'assurance, etc.. Ces achats sont ses consommations intermédiaires ; et il vend pains et pâtisseries. La valeur ajoutée = ventes - achats. C'est le supplément ajouté aux achats grâce au travail et au capital utilisé. Il en est de même pour Renault par exemple qui achète plus de 50% des

composants de la voiture. Il ne faut pas

compter 2 fois les productions.

Cette valeur ajoutée est constituée essentiellement d'une part des ressources destinées aux salariés et d'autre part des ressources destinées au capital, l'EBE, et marginalement d'impôts sur l'activité de production (à ne pas confondre avec les impôts sur les produits ni avec les impôts sur le bénéfice) qui sont la taxe sur les salaires, la taxe formation, la taxe d'apprentissage, les versements compensatoires liés au transport des salariés, la contribution économique territoriale (qui remplace la taxe professionnelle depuis 2010), les taxes

foncières et la contribution sociale de solidarité des sociétés : ces taxes-là sont indépendantes des quantités produites et vendues.

5 Quand vous faites vos courses au supermarché, votre ticket de caisse montre un prix HT, la TVA, et le prix TTC. S'il s'agit d'alcool, le prix comprendra aussi la taxe sur les alcools. S'il s'agit de carburant, le prix contient aussi la TIPP devenue récemment la TICPE. Et certains produits importés comportent des droits de douane. Ce sont des impôts sur les produits que l'on paie, entreprise ou particulier, en achetant le produit.

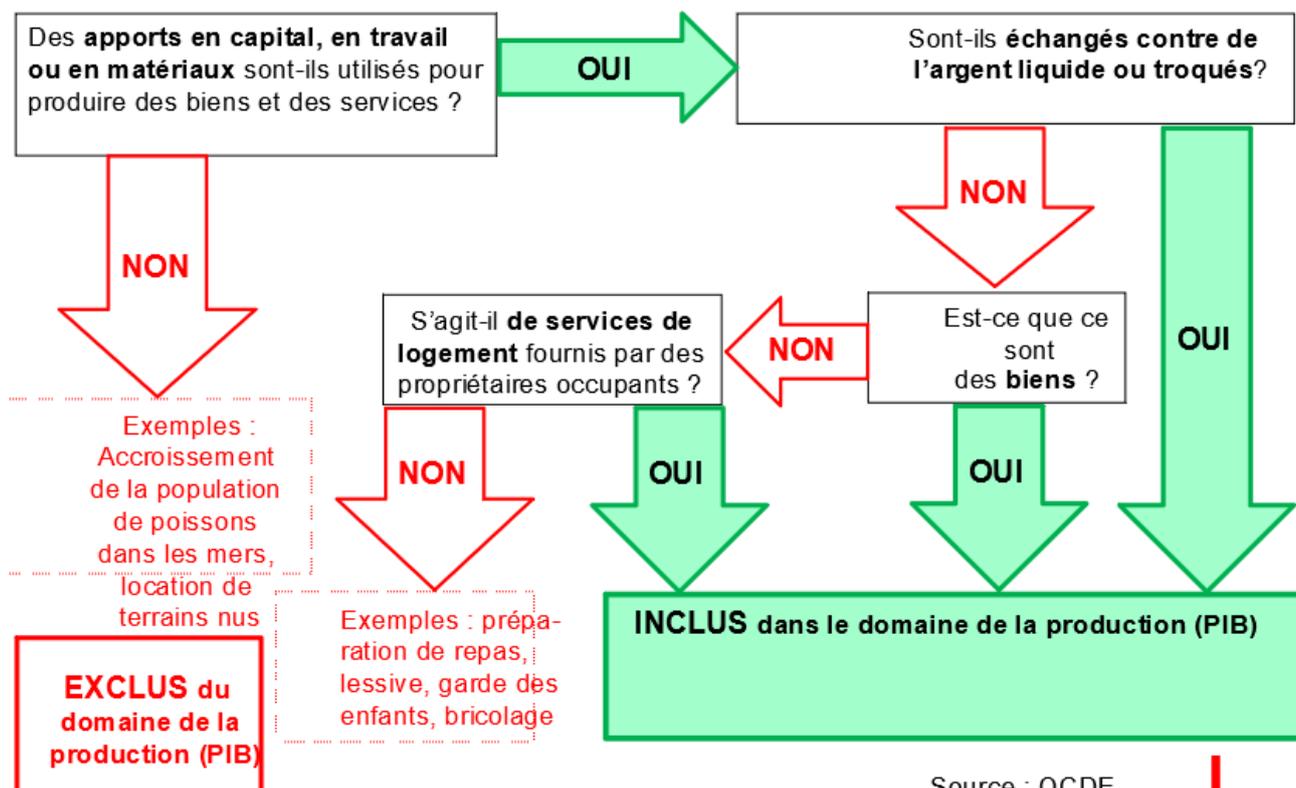
.Le PIB retenu dans la comptabilité nationale, c'est le PIB aux prix du marché, càd le PIB aux coûts des facteurs augmenté des impôts sur les produits.

Aux prix du marché/prix d'acquisition

$$PIB = \sum VA_i$$

+ Impôts sur produits
(TVA, TICPE, alcool, tabac,...)
- Subventions sur produits

6 Le domaine de la production selon le SCN 1993



Source : OCDE

Le PIB est ainsi calculé sous l'angle de la production telle que définie avec précision dans le Système de Comptabilité Nationale de 1993, et que tous les pays appliquent.

Deux conditions majeures pour qu'une activité de production soit incluse dans le PIB :
du capital, du travail, ou des matières sont utilisés,
les biens/services sont échangés contre valeur...

... en corrigeant une anomalie concernant les services de logement.

Les services de logement reçus par les propriétaires occupants ne seraient pas comptés si on se limitait aux échanges monétaires : seuls les loyers payés par les locataires seraient intégrés au PIB, ce qui crée une discrimination. Les propriétaires occupants sont donc pris en compte par des loyers fictifs échangés entre un propriétaire et un locataire qui sont la même personne.

Cette anomalie pourrait être complètement corrigée en intégrant au revenu des propriétaires-occupants ces loyers fictifs qui seraient alors soumis à l'impôt sur le revenu comme le sont les loyers réels.

Mais ce que vous faites à la maison ou la vente de votre voiture d'occasion n'entrent pas dans le PIB.

7 Un coup d'œil sur les VA et la PIB de 2016 dans un schéma de 17 branches de production ; il existe des décompositions plus fines en 38 et 88 branches.

Verticalement, on voit apparaître les CI et la VA brute, dont le total correspond au **PIB au coût des facteurs**. On retrouve les principaux éléments de la VA brute, par branche et au total, dans les 3 dernières lignes.

Production et valeur ajoutée France 2016

Produits	Consommations Intermédiaires 2016										
	AZ	DE	...	C3	C4	...	FZ	...	KZ	...	Total
AZ Agric. Sylvi. Pêche	17,5	0,0		0,0	0,0		0,3		0,0		59,2
DE Energie, Eau, Mines	2,1	60,3		1,2	1,3		3,4		0,9		144,5
...											
C3 Fab Eq. Elec.	0,5	3,4		16,9	17,4		14,8		0,4		100,2
C4 Fab Mat. Transp.	0,2	0,4		0,9	39,5		0,2		0,0		56,3
...											
FZ Construction	0,4	1,7		0,6	0,4		46,4		1,5		70,7
...											
KZ Activités Fin et Assur	2,2	1,8		1,1	1,0		4,7		72,2		164,0
...											
Total Cons. Intermédiaires	51,5	91,9		51,4	100,8		164		134,2		1881,8
	Compte de production par branche										
Valeur Ajoutée brute	32,3	53,3		30,9	29,5		206,1		80,3		1992,3
Production des branches	83,8	145,2		82,3	130,3		409,4		214,5		3874,1
Transferts entre branches	-10,7	11,8		0,2	0,0		0,0		0,0		0,0
Production des produits	73,2	157		82,5	130,3		409,4		214,5		3874,1

8

Si c'est sous l'angle de la production qu'on calcule le PIB, il peut être analysé également sous l'angle des revenus ou de la demande de biens et services. C'est toujours le même PIB.

Les 3 approches du PIB

Approche production

Produit intérieur brut (PIB)	Somme des valeurs ajoutées
	Subventions sur les produits

Approche demande

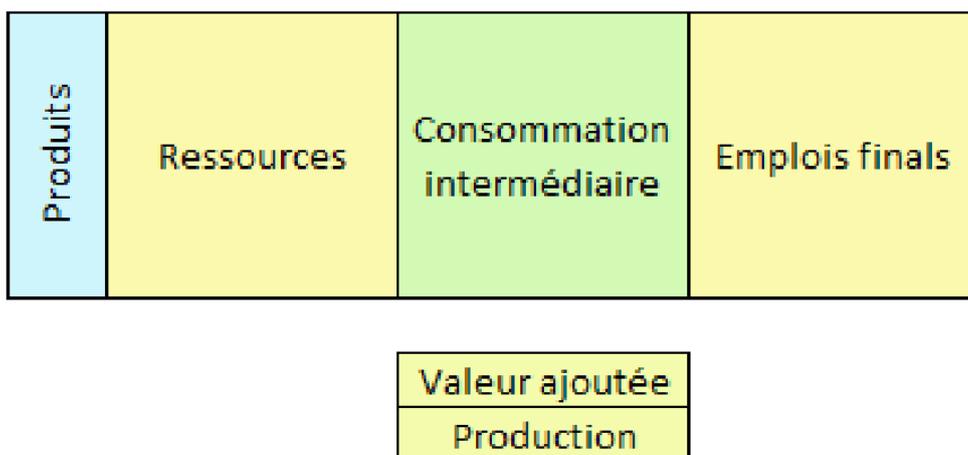
Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services
	Importations

Approche revenu

Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés
	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte

9 Voyons maintenant la place du PIB dans le TEE Tableau Economique d'Ensemble, celui des échanges de tous les biens et services. Ce tableau montre bien que le PIB mesure un flux

d'échanges de biens et services au cours d'une période donnée et dans un périmètre précis et non pas un stock. Flux \neq Stock !



10 Pour 2016 nous retrouvons les valeurs :

de la production	3874,1
des consommations intermédiaires	1881,8
d'où Valeur Ajoutée au coût des facteurs	1992,3
Impôts - Subventions sur produits	237,3
d'où PIB	2229,6 Milliards €

L'équilibre Ressources/Emplois France 2016

	Ressources							Emplois							
									Consommation finale		FBCF + Δ Stocks		Exports	Emplois finals	
Produits	Production	Imports	CAF/FAB	Ressources	Marges	Taxes - Subv	Ressources	CI	Ménages	APU + Assoc	Entreprises	Ménages	APU + Assoc		
AZ Agric. Sylv. Pêche	73,2	14,3	0,0	87,4	24,0	0,9	112,2	59,2	35,5	0,0	2,5	0,0	0,0	15,0	53,0
DE Energie, Eau, Mines	157	30,2	0,0	187,3	4,8	14,7	206,7	144,5	54,6	0,0	-0,1	0,0	0,0	7,7	62,3
...															
C3 Fab Eq. Elec.	82,4	110,8	0,0	193,2	58,5	7,4	259,1	100,2	32,8	0,3	37,6	0,0	2,7	85,5	158,9
C4 Fab Mat. Transp.	130,3	90,1	0,0	220,4	43,3	15,7	279,3	56,3	66,8	0,1	31,6	0,0	7,2	117,2	223,0
...															
FZ Construction	272,9	0,0	0,0	272,9	0,0	24,1	297,0	70,7	18,2	0,0	75,0	88,0	45,1	0,0	226,3
...															
KZ Activités Fin et Assur	214,5	6,1	-0,1	220,5	0,0	19	239,5	164,0	61,8	0,0	0,0	0,0	0,0	13,6	75,4
...															
Correction Territoriale		36,6		36,6			36,6		-12,5					49,1	36,6
Correction CAF/FAB		-16,3	16,3	0,0			0,0								
TOTAL	3874,1	690,3	0,0	4564,4	0,0	237,3	4801,7	1881,8	1164,9	576,3	313,3	112,4	79,8	673,2	2919,9

Oublions les colonnes CAF/FAB et Marges, dont la somme est nulle, qui consistent en des réallocations entre branches. Production + Importations permettent de satisfaire les CI, la consommation des ménages (vous et moi), celle des administrations publiques et des associations, les investissements des mêmes ainsi que des entreprises, et enfin les exportations. La boucle est bouclée. Le tableau se lit par branche en ligne et pour le total. La ligne « Correction Territoriale » correspond aux dépenses de résidents à l'étranger moins les dépenses des non-résidents en France.

11 Wassily Leontief, Prix Nobel d'Economie en 1973, a eu l'idée de transformer le tableau des échanges interindustriels ou entrées-sorties à des coefficients par unité de production d'une branche. Ce qui permet de faciliter les prévisions d'évolution de l'économie dans son ensemble. Car, grâce aux différentes enquêtes de conjoncture, (consommation, investissements des entreprises, permis de construire et ouvertures de chantiers, etc ... les prévisionnistes ont une idée de la demande finale qu'il faut convertir en production totale des diverses branches.

C'est une des belles applications de l'algèbre linéaire/calcul matriciel.

La matrice de Leontief et le problème du planificateur

Wassily Leontief convertit les consommations intermédiaires en une matrice **A** de **coefficients techniques de production** a_{ij} (consommation du produit i par la branche j rapporté à la production de la branche j), supposés constants.

Si on appelle **P** la production totale et **D** la demande finale, l'équilibre Ressources/Emplois s'écrit $\mathbf{P} = \mathbf{A}\mathbf{P} + \mathbf{D}$ en langage matriciel

Production = Consommations Intermédiaires + Demande Finale

Le problème du planificateur ou du prévisionniste : la demande **D** est estimée, connue, ou décidée et il faut calculer la production **P**.

L'équilibre peut aussi s'écrire $\mathbf{P} = [\mathbf{I} - \mathbf{A}]^{-1} \cdot \mathbf{D}$

... ce que les planificateurs du 1^{er} plan quinquennal soviétique en 1929 auraient résolu sans ordinateur grâce au développement en série matricielle :

$$\mathbf{P} = \mathbf{D} + \mathbf{A} \cdot \mathbf{D} + \mathbf{A}^2 \cdot \mathbf{D} + \mathbf{A}^3 \cdot \mathbf{D} + \dots + \mathbf{A}^n \cdot \mathbf{D} + \dots$$

12

PIB, RNB, PIN ... en France en 2016

Production	3874,1 Mds €
Consommations Intermédiaires	1881,8 Mds €
Valeur ajoutée brute totale	1992,3
Impôts – Subventions sur produits	237,3
PIB	2229,6 Mds €

+ Revenus nets du RdM +46,8
= RNB 2276,4 Mds €
Revenu National Brut

- CCF* - 400,2
= PIN 1829,4 Mds €
Produit Intérieur Net

*Consommation de capital fixe

Deux concepts sont dérivés du PIB.

L'un peu important : le RNB qui intègre le solde des revenus provenant de l'étranger de Français qui consomment majoritairement en France , moins les revenus de non-résidents obtenus en France mais majoritairement dépensés dans leur pays d'origine. La correction est modeste.

Par contre la prise en compte de la CCF, autrement dit la diminution du capital physique (principalement amortissements, et déclassements/radiations) est beaucoup plus importante et permet de corriger la FBCF trompeuse en une FBCF nette, qui nous rapproche de la réalité des relations entre les économies de flux et du patrimoine.

Le RNB et le PIN sont recommandés par le rapport Stiglitz dont on parlera plus loin.

Voilà ce qu'est officiellement le PIB...

... voyons maintenant ce qu'il n'est pas, et tout ce qu'on a oublié.

13

L'économie non observée 6,70 %

France 2012

<i>Production souterraine : activité légale sous-estimée (CA,...)</i>	2,60%
<i>Production illégal : activité interdite (drogue, contrebande, exercice illégal, ...)</i>	0,03%
<i>Production informelle : activité légale non déclarée/enregistrée (TPE, emplois informels en baby-sitting, cours particuliers, travaux domestiques..)</i>	0,80%
<i>Production pour compte propre (autoconsommation, construction,...) ?</i>	
<i>Production manquante en raison des carences du dispositif de collecte des données : entreprises / personnes non répertoriées</i>	3,30%

L'UE demande aux Etats Membres de rechercher l'exhaustivité dans la Comptabilité Nationale en incluant les estimations de ce qu'on appelle pudiquement « l'économie non observée ». Elle est incluse dans le PIB à dire d'experts, ou de divers recoupements

statistiques. L'INSEE répuque à chiffrer les activités illégales en particulier la prostitution du fait que les partenaires ne sont pas consentantes. D'où une sous-estimation. Les associations spécialisées estiment cependant le chiffre d'affaires de la prostitution à 3,2 milliards € et celui de la drogue à 2,3 milliards €, dont la plupart des recettes s'envolent à l'étranger. Environ 10 milliards € pour ces deux secteurs en Grande Bretagne.

La Grande Bretagne et surtout l'Italie (+ 13%) ont ainsi pu booster leur PIB quand l'UE a rendu obligatoire en 2014 l'exhaustivité de la Comptabilité Nationale. La Grèce n'a pas eu ce privilège : elle a voulu en 2006 jouer de cet argument pour gonfler son PIB de 25% mais la Commission n'a pas accepté sa proposition.

Ce n'est pas sans importance car :

- depuis le traité de Maastricht les Etats-Membres doivent viser une dette publique inférieure à 60% du PIB et un déficit du budget inférieur à 3% du PIB
- les contributions au budget de l'UE sont proportionnelles au PIB.

L'histoire aurait peut-être été différente pour la Grèce...

14 Incertitudes selon la méthode et le pays

	OECD	Schneider
Austria	7.5	8.1
Belgium	4.6	17.8
Canada	2.2	12.0
Czech Republic	8.1	16.9
France	6.7	11.1
Hungary	10.9	23.5
Italy	17.5	21.4
Mexico	15.9	28.5
Netherlands	2.3	10.1
Norway	1.0	15.3
Poland	15.4	25.9
Slovak Republic	15.6	16.8
Slovenia	10.2	24.7
Sweden	3.0	15.4
United Kingdom	2.3	12.0

Economie non observée en % du PIB

L'économiste Schneider conteste les estimations officielles de production par catégorie d'économie non observée se limitant à « toutes transactions où les parties prenantes le font par accord mutuel ».

Il propose d'inclure tout ce qui est susceptible d'être taxé.

Des approches globales basées sur la consommation d'électricité et la monnaie en circulation, ou plus complexes sur un panel de paramètres, conduisent à des pourcentages supérieurs.

(source enquête OCDE 2012)

Il s'agit toujours bien sûr d'estimations contestées et contestables en particulier par l'économiste autrichien Friedrich Schneider qui utilise une approche macro-économique basée

sur la masse de monnaie en circulation. Les écarts sont importants avec la Pologne, la Slovénie, la Hongrie et surtout la Bulgarie (plus de 30%) en tête du peloton. Globalement on peut penser, malgré des niveaux déjà importants, que les estimations officielles nationales sont sous-estimées.

15

La contribution du bénévolat

En nombre

92 à 94 millions de bénévoles en Europe (22/23% des > 15 ans)
De 40% aux Pays-Bas à moins de 10% en Italie.

Plus de 18 millions de bénévoles en France = environ 1 million ETP

En valeur

Au coût de remplacement
1,67% du PIB en France
4,75% en Autriche
0,11% en Italie

(Source : GHK Study on volunteering in the European Union 2010)

Table 3-19 Economic value of volunteering as share of GDP

	Year	Volunteering in terms of FTE*	Value of volunteering work as a share of GDP**
Austria	2006	331,663	4.75%
Belgium	2001	84,903	1.06%
Bulgaria	2002	38,710	0.37%
Cyprus		n/a	n/a
Czech Republic	2007	41,304	0.28%
Denmark	2003	110,041	2.61%
Estonia		n/a	n/a
Finland	2005	128,395	2.72%
France	2005	935,000	1.65%
Germany	2008	1,211,474	1.95%
Greece	2008	7,323	0.06%
Hungary	2007	24,600	0.25%
Ireland	2006	78,367	1.79%
Italy	2006	80,600	0.11%
Latvia		n/a	n/a
Lithuania	2002	15,673	0.43%
Luxembourg	2001	9,537	1.59%
Malta	2004	1,891	0.50%
Netherlands	2008	480,637	3.50%
Poland	1998	20,473	0.06%
Portugal	2002	67,342	0.66%
Romania	1997	49,417	0.15%
Slovakia	2007	1,156	0.02%
Slovenia	2004	7,125	0.42%
Spain	2005	591,017	1.33%
Sweden	2008	280,062	3.14%
United Kingdom	2007	1,004,228	2.26%

* The calculation based on 44 working weeks. Amount of time spent on volunteering per year has been calculated by using various available variables for each country.

Le bénévolat n'est bien sûr pas comptabilisé puisqu'il n'y a pas d'échange monétaire ni de troc. Il représente un % très variable selon les pays.

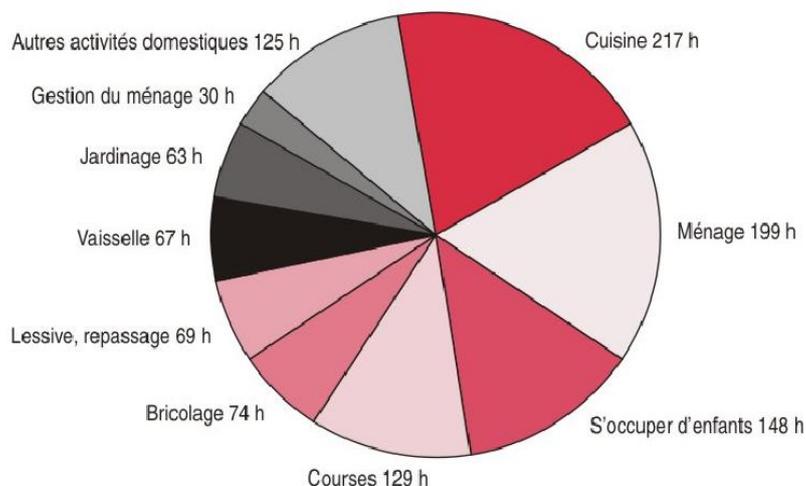
En France, 1,3 million d'associations emploient environ 1,9 million de salariés.

Le travail bénévole est ainsi du même ordre de grandeur que celui des salariés d'associations, malgré un effectif très supérieur...à temps très partiel bien sûr.

FTE* = Equivalent Temps Plein, 44 semaines par an

% GDP = % PIB, pour le salaire annuel brut moyen dans le secteur social

Le travail domestique



Les activités domestiques, par définition, ne sont

Source Enquête emploi du temps INSEE 2010

pas prises en compte dans le PIB et représentent un nombre d'heures bien supérieur à celui du bénévolat. On voit tout de suite que la quasi-totalité de ces activités ont un équivalent marchand (garde d'enfants, jardinage, bricolage, ménage, etc...) qui rentrerait dans le PIB. D'où la nécessité d'en estimer la valeur. L'estimation n'est pas simple car il faut définir ce qu'il est raisonnable de valoriser parce que ce sont des activités pratiquées par la très grande majorité et substituables par des échanges marchands.

17 Le périmètre intermédiaire de l'étude INSEE de 2010 retient ce principe: environ 3h par jour ou 21h par semaine, effectué en majorité par les femmes, tandis que le périmètre extensif comprend des temps que l'on peut considérer comme du loisir.

Trois périmètres du travail domestique

- Champ : personnes de 11 ans et plus, France (hors Guyane et Mayotte).
- Source : Insee, enquête Emploi du temps 2010.

Trois périmètres du travail domestique			
	Périmètre		
	restreint (I)	intermédiaire (II)	extensif (III)
Activités retenues	cuisine, vaisselle, ménage, rangement, soins matériels aux enfants et personnes dépendantes, linge gestion du ménage, conduire, accompagner les enfants ou une autre personne	(I) et faire les courses, shopping, bricolage, jardinage, jeux avec les enfants	(II) et trajets en voiture pour soi-même, promener le chien
Temps moyen consacré au travail domestique			
par jour	2 h 07	3 h 04	3 h 53
par semaine	14 h 50	21 h 30	27 h 14
Part du travail domestique réalisé pour autrui (autre ménage ou association) (en %)	3,7	3,8	5,0
Part du travail domestique réalisé par les femmes (en %)	72	64	60

Le travail domestique peut ainsi être estimé raisonnablement à 61 milliards d'heures (1120 heures par an en 2010) soit 159% du temps de travail rémunéré.

En ne retenant que le périmètre restreint, le noyau dur indispensable, le travail domestique représente déjà 10% de plus que le temps de travail rémunéré.

Une valeur oubliée et souvent sous-estimée.

Et la valorisation en salaires spécialisés superbruts (avec cotisations patronales) conduit à une estimation du travail domestique à environ 54% du PIB pour le périmètre intermédiaire, le plus réaliste. Elle consiste à retenir pour chaque occupation l'équivalent marchand, par exemple une

assistante maternelle pour une garde d'enfant. Ce n'est donc pas négligeable.

18

Un PIB gonflé par la compensation de certaines déséconomies externes

Mais le pire



reste à venir...car le PIB trompe énormément !

par le biais des déséconomies externes

19

Economie/Déséconomie Externe

Economie externe/Externalité positive :

Un acteur rend un service économique aux tiers sans être récompensé : le tiers bénéficie d'un gain sans le payer

Déséconomie externe/Externalité négative :

Un acteur défavorise économiquement des tiers sans compenser le dommage ; le tiers supporte une perte...

... parfois prise en charge collectivement

	Externalité Positive	Externalité Négative
Acteur	N'est pas compensé	N'a pas à le supporter
Tiers	N'a pas à payer	N'est pas compensé

Oui,

nombre de compensations de déséconomies externes, ne faisant que réparer les conséquences négatives de certaines activités, sont incluses dans le PIB.

Avant de parler de déséconomie, qu'est-ce qu'une **économie externe** ?

Les exemples type d'économie externe sont les avantages retirés par certains bénéficiaires de la réalisation d'aménagements publics de transports : un parking, une route, un métro, RER, ou LGV. C'est ainsi que le RER de l'Ile de France a relevé la valeur de l'immobilier des zones à distance pédestre du RER. De même, l'allongement de la ligne TGV de Lyon à Marseille a fait monter les prix de l'immobilier à Marseille.

Il peut s'agir d'un investissement privé, par exemple l'installation d'un nouveau commerce renommé, apportant par sa proximité de nouveaux clients aux commerces existants.

Et n'oublions pas le meilleur exemple naturel, les abeilles, qui produisent du miel pour l'apiculteur et pollinisent les plantes pour l'agriculteur.

En cherchant à caractériser une **déséconomie externe**, je me suis aperçu que mon premier job de consultant portait sur ce sujet avec une recherche de solution bien particulière. De quoi s'agit-il ?

En 1970, la Pologne avait demandé à l'OMS Europe son assistance pour résoudre le problème de la pollution saline de l'Oder. Les mines de charbon de la Silésie, redevenues polonaises après 1945, rejetaient des eaux d'exhaure plus ou moins salées dans les rivières voisines qui se jettent ensuite dans l'Oder qui alimente en aval des villes et des usines : en période d'étiage, la salinité pouvait être sensible au goût ! Les mines créaient donc des dommages en aval ...et un conflit entre le Mère des Mines et le Mère de l'Eau. Conflit dont on a recherché la solution en « fusionnant » les deux acteurs dans l'Etat polonais. On reviendra sur ce concept de fusion.

On voit ainsi qu'une pollution comme une catastrophe (Katrina, Fukushima,...) créent du PIB en obligeant à prendre des mesures pour réduire l'impact de la pollution ou réparer les dégâts. De manière similaire, Chevron/Texaco, qui a pollué par des puits de pétrole la forêt amazonienne de l'Equateur, a été condamnée par la justice équatorienne à 9,5 milliards de \$ de restauration des sites... mais a fait annuler ce jugement par un tribunal d'arbitrage privé à La Haye en Septembre 2018. Problème similaire avec les schistes bitumineux du Saskatchewan en Alberta au Canada, qui affectent massivement la santé des peuples autochtones de la région.

De manière plus diffuse, c'est le tabagisme passif par la fumée de tabac environnementale, et tout simplement le CO2 et autres gaz à effet de serre que tout un chacun émet en circulant en voiture.

20 Comment traiter les déséconomies externes? L'économie libérale propose :

Le **laisser-faire** qui se fonde sur l'idée que le marché fixera des prix qui établiront un nouvel équilibre ?

La **fusion** rassemblant les deux acteurs dans la même entité pour que le problème devienne interne : on cherche alors la solution la plus économique globalement. C'est le cas de la pollution de l'Oder.

La **négociation**, évitant une action en justice : elle peut aboutir si la transaction est plus favorable pour tous que le statu quo, si les coûts de transaction sont inférieurs au bénéfice de l'entente, et si les droits de propriété sont bien définis. La négociation ne fonctionne pas quand la pollution impacte un bien commun ou un bien collectif : ce sont tous les cas de dommages spécifiques ou diffus à l'environnement.

Externalités : comment les prendre en compte?

Laisser-faire, fusion, négociation?

Difficile si externalité diffuse, ou bien commun

Intervention des pouvoirs publics:

Normes

Taxes

Marché des droits à polluer : quotas accordés par secteur ou entreprise

*Mais le marché peut-il donner une valeur :
à la Méditerranée qui doit digérer des boues rouges,
à la mine qu'on vient d'épuiser,
aux papillons qui ont disparu,
aux océans envahis de continents de plastiques ?*

Les autres approches du problème s'appuient sur une intervention des pouvoirs publics sous la forme de normes et taxes...avec des résultats mitigés.

21

Le prix du carbone

Pour le SEQUE/ETS Européen :

Seules Industrie et Energie sont concernées

Transports terrestres et maritimes exclus



Source : Finance.net €/tonne de CO2

La taxe carbone générale est inégalement appliquée en Europe :

France (Contribution Climat Energie) 55€/t CO2 (100€/t en 2030)

Suède 139

Portugal 10

Pologne < 1

Ce sont les émissions de CO₂ qui ont fait l'objet de nombreuses estimations de ces coûts externes, avec des régulations en deux parties :

- l'une qui a institué un système de quotas d'émissions limité à l'industrie et l'énergie, avec la possibilité d'échanger des quotas sur un marché : il a fallu en 2018 diminuer les quotas pour que le marché reprenne de la vigueur avec des prix plus élevés
- l'autre concernant les émissions diffuses en particulier dans les transports, sous la forme d'une taxe carbone d'un niveau très différent selon les pays.

Dans les deux cas, ces incitations par les quantités et les prix ont des effets qui restent limités sur les émissions pour l'instant.

L'estimation du niveau de la taxe dépend de plusieurs approches possibles :

la compensation des dommages

les coûts d'évitement (abatement cost)

le niveau nécessaire pour réaliser un objectif chiffré de réduction des émissions

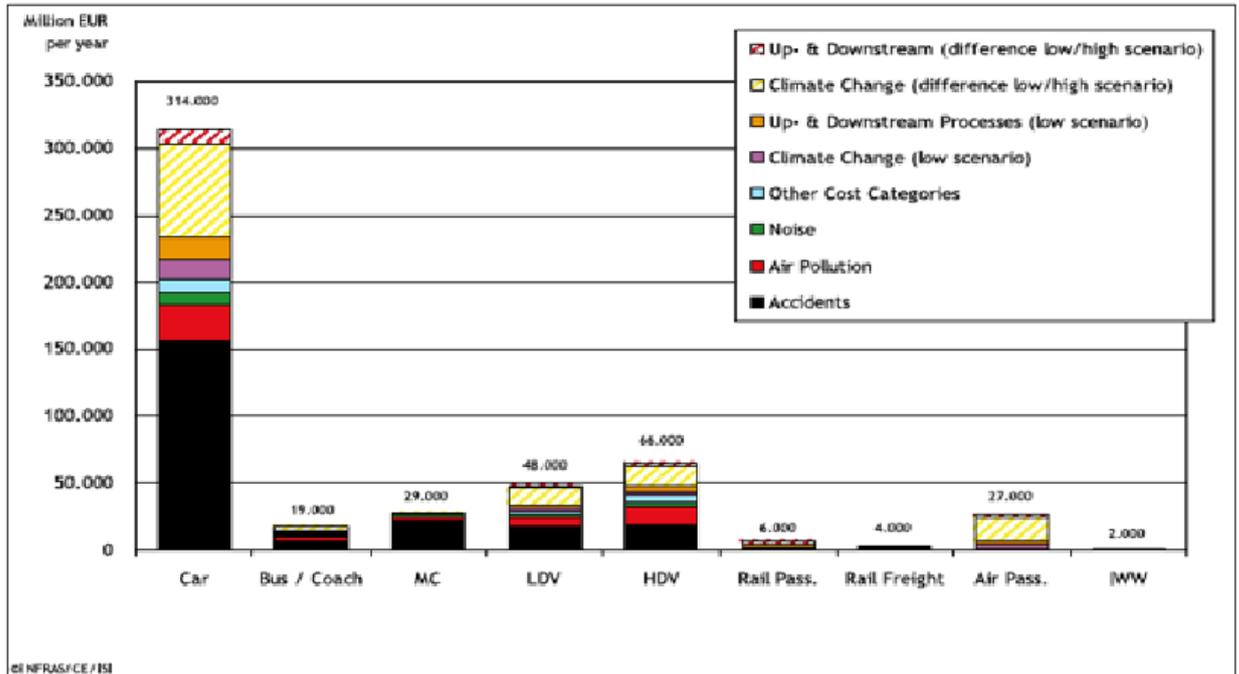
Mais le prix des énergies fossiles varie en permanence : d'où l'idée de fixer un prix fixe total y compris une taxe fluctuante pour garantir l'efficacité et la rentabilité des techniques alternatives vertueuses (proposition Henri Prévot).

L'analyse du secteur des transports révèle que :

- ce sont les voitures particulières qui créent le plus de coûts externes (61%)
- et les accidents, tous moyens de transports confondus, en constituent 43%

Coûts externes totaux des transports

Figure 22 Total external costs 2008 for EU-27* (excluding congestion)



External costs of transport in Europe
CE Delft/Fraunhofer
Nov 2011

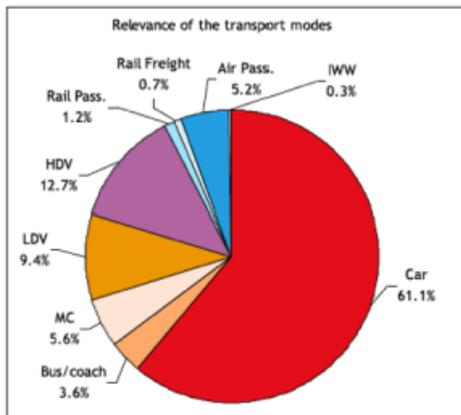
Other cost categories: Costs for nature and landscape, biodiversity losses (due to air pollution), soil and water pollution costs, additional costs in urban areas.

MC: Motorcycles, LDV: light duty vehicles, HDV: heavy duty vehicles, IWW: inland waterways.
* Data include the EU-27 with the exemption of Malta and Cyprus, but including Norway and Switzerland.

Coûts externes des transports par type

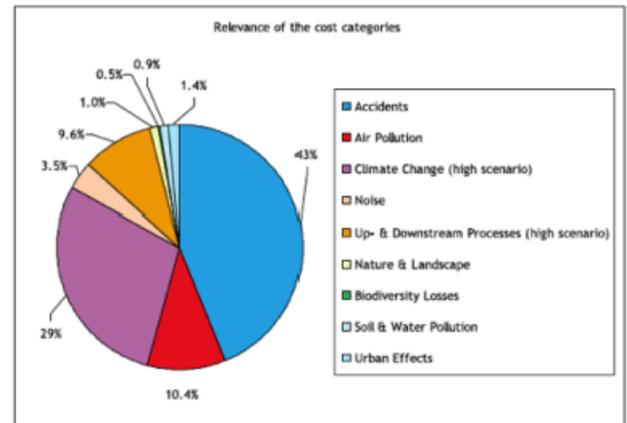
L'étude CE Delft/Fraunhofer Institute estime que

Figure 25 Share of the different transport modes on total external costs 2008 for EU-27* (excluding congestion)



* Data include the EU-27 with the exemption of Malta and Cyprus, but including Norway and Switzerland. Data do not include congestion costs; using high estimate for climate costs.

Figure 24 Share of the different cost categories on total external costs 2008 for EU-27* (excluding congestion)



* Data include the EU-27 with the exemption of Malta and Cyprus, but including Norway and Switzerland. Data do not include congestion costs; using high estimate for climate costs.

les coûts externes d'une voiture particulière sont estimés en moyenne à 1600 €/an en Europe (Dr Udo Becker, Université de Dresde). Des estimations confirmées par une récente étude, commandée par European Public Health Alliance, chiffrant le seul coût sanitaire de la pollution automobile dans les 28 pays européens à 66,7 milliards € en 2016.

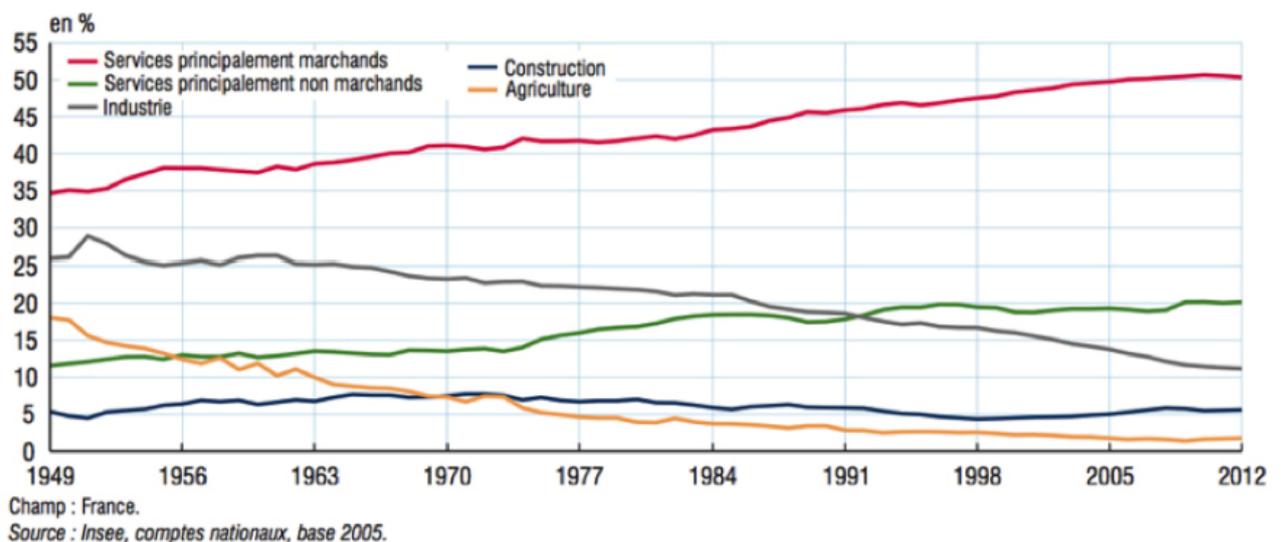
Plus généralement, cet exemple montre que les accidents, catastrophes naturelles ou d'origine humaine augmentent le PIB par les opérations de réparation ou de protection qui suivent. Plus prosaïquement, augmentez vos déchets, et le PIB augmentera...sans que votre bien-être soit augmenté.

Les catastrophes naturelles et techniques (incendies, accidents industriels) ont coûté 337 milliards \$ en 2017, un record, dont 144 seulement pris en charge par les assureurs. Les USA en ont supporté 217 pour les ouragans Harvey, Irma, et Maria.

24

Composition du PIB

2. Part des différentes branches dans la valeur ajoutée totale de l'économie



De 1950 à 2017, c'est-à-dire en 67 ans, le PIB français est passé de 13,2 à 2291,7 Mds € courants, soit 174 fois plus ! Restons raisonnables : en Mds € constants de 2014, la croissance se réduit à 7,6 fois (de 293,4 à 2246,7).

Cette croissance globale recouvre des évolutions très différentes selon les secteurs, car nous ne faisons plus les mêmes métiers ni ne consommons plus de la même manière qu'il y a 67 ans.

Sur la longue période, industrie et surtout agriculture contribuent beaucoup moins au PIB tandis que les services et en particulier les services marchands en constituent la part prédominante.

Est-ce à dire que les secteurs primaire et secondaire vont disparaître ? Non, en valeur absolue, ils conservent à peu près le même niveau, car le PIB lui-même a beaucoup augmenté.

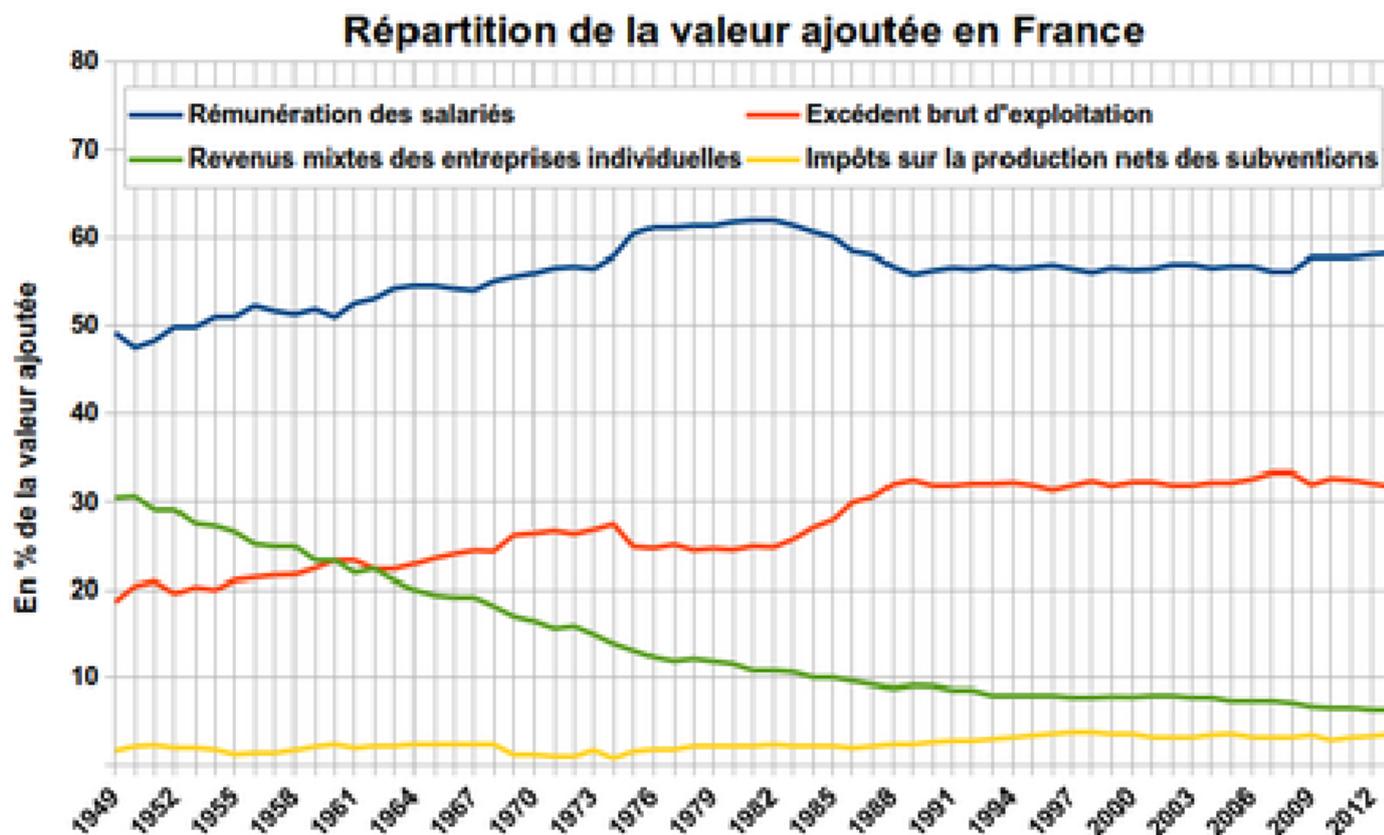
En € 2014, l'agriculture créait une valeur ajoutée de 52,2 Mds en 1950

55,4 Mds en 1965

37,5 Mds en 2017

même si sa part dans le PIB a été divisée par 2 entre 1950 et 1965, puis par 5 entre 1965 et 2017. La régression récente s'est effectuée au profit des industries alimentaires (transformation) car l'ensemble des deux branches a légèrement augmenté en valeur ajoutée.

25 Le partage de la valeur ajoutée

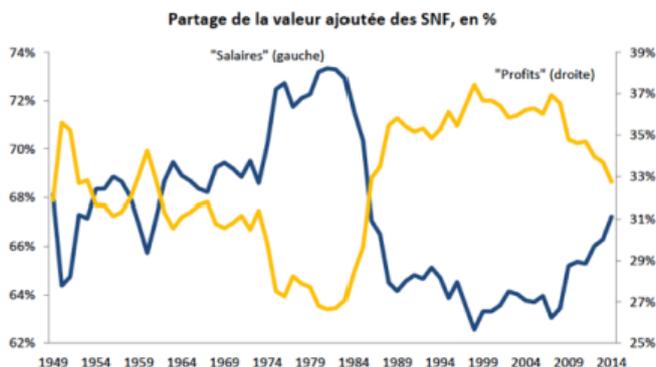


La valeur ajoutée résulte de la combinaison de travail et du capital dans le processus de production : quelles parts en retirent l'un et l'autre ? C'est tout l'enjeu des négociations sur les salaires et la répartition des profits.

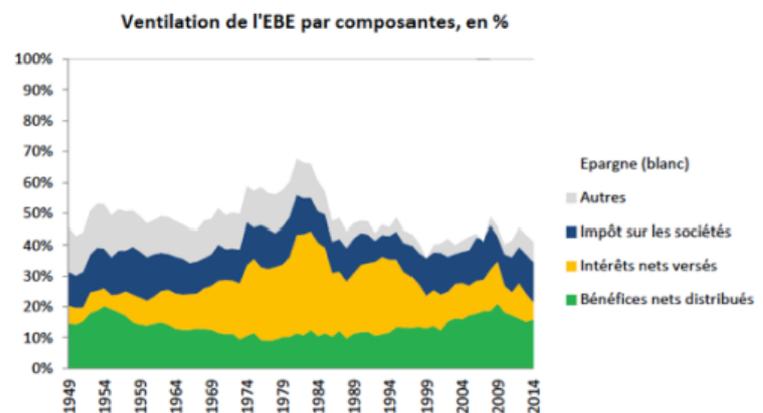
Globalement, ces parts semblent relativement stables depuis le début des années 90, après la réduction massive des entrepreneurs individuels durant la période 1950-1990.

26 Ce phénomène invite à regarder de plus près ce qui se passe dans les entreprises, en particulier les SNF Sociétés Non Financières, ce qui exclut les banques et assurances, les entrepreneurs individuels, les ménages et les associations. Leur valeur ajoutée représente 56% de la valeur ajoutée totale. Car le partage de la valeur ajoutée, c'est le lieu de la négociation ou du conflit entre les salariés qui vendent leur force de travail et les propriétaires capitalistes.

VA Sociétés Non Financières



Source : Afep à partir d'INSEE.



Source : calculs Afep à partir d'INSEE.

Un point haut des salaires (+ cotisations sociales) en 1982 à 73,3% suite aux 2 chocs pétroliers qui ont poussé les salaires alors indexés sur les prix, La desindexation des salaires et le contrechoc pétrolier ont eu un effet inverse avec un point haut des profits (EBE + subventions nettes) à 37,4% en 1998. Plus précisément, l'analyse de la ventilation de l'EBE montre, après une période faste pour les créanciers (banques et autres) une montée en puissance des bénéficiaires nets distribués même si ce % a reculé depuis le point haut de 2009. Cet historique résulte des effets conjugués des politiques salariales, de la politique monétaire en Europe, et bien sûr des mesures fiscales ou autres de pilotage de l'économie.

27 Comment comparer les PIB de pays disposant chacun de leur propre monnaie ?

PPA = Parité de Pouvoir d'Achat

(PPP = Purchasing Power Parity)

La PPA est calculée à partir des valeurs de paniers de produits similaires en monnaies locales.

Il en résulte un taux de change « réel » différent du taux de change interbancaire influencé par les taux d'intérêt, l'estimation des risques, les droits de douane, etc.

Pour la Turquie :

TRY par USD (source OCDE)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PPA	0,92	0,97	1,02	1,07	1,10	1,20	1,30	1,45
Taux de change	1,50	1,67	1,80	1,90	2,19	2,72	3,02	3,65

Utiliser le taux de change interbancaire du jour, ou même de sa moyenne annuelle, de la roupie indienne contre le dollar pour obtenir le PIB de l'Inde en dollars ? Ce calcul est risqué

parce que ce taux de change peut varier beaucoup au jour le jour, et parce qu'il dépend de nombreux facteurs indépendants de la valeur intrinsèque créée au cours d'une année. C'est la PPA (parité de pouvoir d'achat) ou PPP in English (purchasing power parity), en comparant la valeur marchande des mêmes produits en monnaies locales, qui permet d'établir un taux de change correspondant aux vrais niveaux de vie dans chaque pays. Pour la Turquie, on voit ainsi qu'entre 2010 et 2017, le taux de change interbancaire est passé de 1,5 à 3,65 livre turque par USD, tandis qu'en PPA les taux ont augmenté beaucoup plus lentement de 0,92 à 1,45.

28 Les prévisions d'évolution se font bien sûr en PPA.

Aux taux de change de 2016, l'ordre initial en 2016 serait : 1 USA, 2 UE, 3 Chine.

The top 12 largest economies in the world (in 2016 billions USD PPP)

Rank	Country	2016	Country	2030	Country	2050
1	China	21,269	China	38,008	China	58,499
2	USA	18,562	USA	23,475	India	44,128
3	India	8,721	India	19,511	USA	34,102
4	Japan	4,932	Japan	5,606	Indonesia	10,502
5	Germany	3,979	Indonesia	5,424	Brazil	7,540
6	Russia	3,745	Russia	4,736	Russia	7,131
7	Brazil	3,135	Germany	4,707	Mexico	6,863
8	Indonesia	3,028	Brazil	4,439	Japan	6,779
9	UK	2,788	Mexico	3,661	Germany	6,138
10	France	2,737	UK	3,638	UK	5,369
11	Mexico	2,307	France	3,377	Turkey	5,184
12	Italy	2,221	Turkey	2,996	France	4,705

Source [PwC Pricewaterhouse Cooper](#)

29 Quid du bien-être ?

Les limites du PIB apparaissent importantes pour indiquer le bien-être d'une population : il ne prend en compte que les transactions monétaires, il est incomplet quant aux résultats obtenus, et trompeur sur la dépréciation du stock de ressources

Le PIB peut-il encore servir de repère?

Plusieurs études (Princeton aux USA, Jean Gadrey en France) montrent l'absence de corrélation entre le PIB/habitant et :

- l'espérance de vie
- le taux de scolarisation
- la satisfaction de vie (enquêtes subjectives)

au-delà de seuils situés entre 12000 et 18000 €/an

Que faire?

Le rapport 2009 de la Commission Stiglitz énonce quelques recommandations importantes :

Concernant le PIB :

Mettre l'accent sur les revenus et la consommation,

Tenir compte du patrimoine et des activités non marchandes,

Analyser les inégalités de revenu, de patrimoine, de consommation,

Concernant la qualité de vie :

Développer des mesures objectives et subjectives de la qualité de vie (santé, éducation, vie sociale, logement,..), suivre leurs évolutions,

Etablir un bilan exhaustif des inégalités : générations, sexe, immigration,..

Concernant la soutenabilité du bien-être :

Suivre l'évolution des stocks de ressources naturelles et du capital humain, social, physique .

Elaborer une batterie d'indicateurs environnementaux.

30

Indicateurs alternatifs synthétiques				
Méthodes	Variable de satisfaction	Pondération d'indices hétérogènes	PIB « corrigé » ou Unités écologiques physiques	Bilans cohérents et suivis sans indice synthétique
Valeurs				
Notion de vie jugée satisfaisante	Mesure globale du bien-être subjectif			Bien-être subjectif selon différents aspects de la vie
Dominante socioéconomique		PNUD, ISS, BIP40, ISP, Kids Count,..	Nordhaus-Tobin	Bilans sociaux Socio-économiques
Dominante environnementale	Happy Planet Index	Dashboard pondéré	PIB « vert », IPV, IBED, Empreinte écologique, Bilan carbone	Bilans environnementaux et sociaux

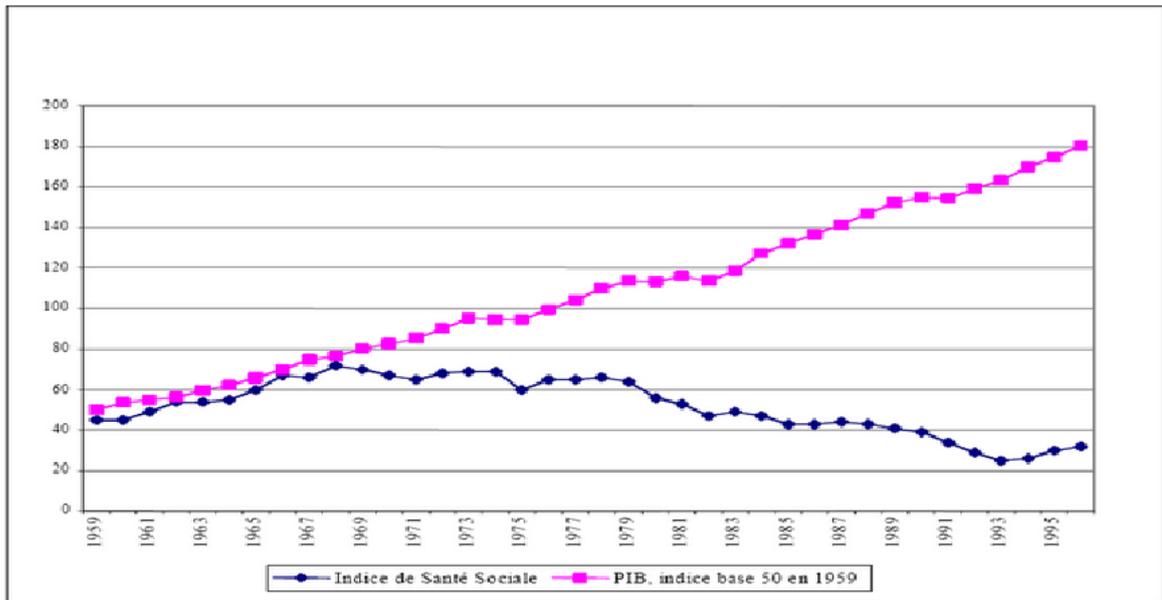
Jean Gadrey, spécialiste français des alternatives au PIB, en a analysé une vingtaine ; j'en retiendrai deux : L'ISS Indicateur de Santé Sociale
L'Empreinte Ecologique ou le Jour du Dépassement/Overshoot Day

31 L'ISS est construit à partir d'une batterie de 16 critères élémentaires « normés » permettant de comparer un pays à un autre, une région à une autre et d'examiner l'évolution dans le temps. Un indicateur de ce type a été utilisé pour la première fois aux USA par le Fordham Institute puis mis au point par 2 économistes de l'université de Lille, Florence Jany-Patrice et Jean Gadrey, dans une démarche participative.
Sur la base du premier indice, on constate un décrochement de l'ISS par rapport au PIB aux USA à partir de la fin des années 60

ISS et PIB

Graphique 1 : Évolution de l'indice de santé sociale et du PIB aux États-Unis (1959-1996)

(base 50 en 1959)

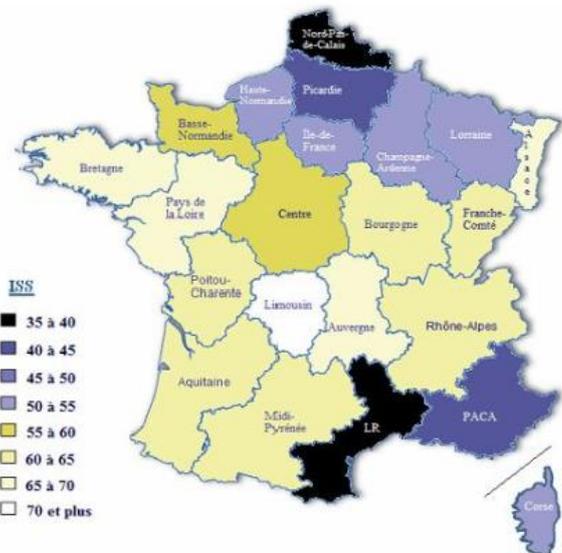
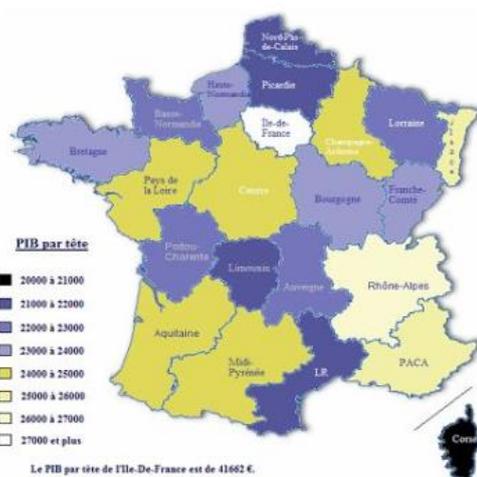


Source : Jean Gadrey lors de son audition devant la section des questions économiques générales et de la conjoncture du Conseil économique et social le 17 novembre 2005.

32 Ces deux figures comparent en 2008 les régions françaises par leur PIB par tête d'une part, et leur ISS d'autre part. On voit ainsi que l'IdF nettement en tête pour le revenu individuel ne présente pas un ISS élevé, tandis que le Limousin malgré un très bas revenu individuel

el se place en tête pour l'ISS.

ISS versus PIB par région



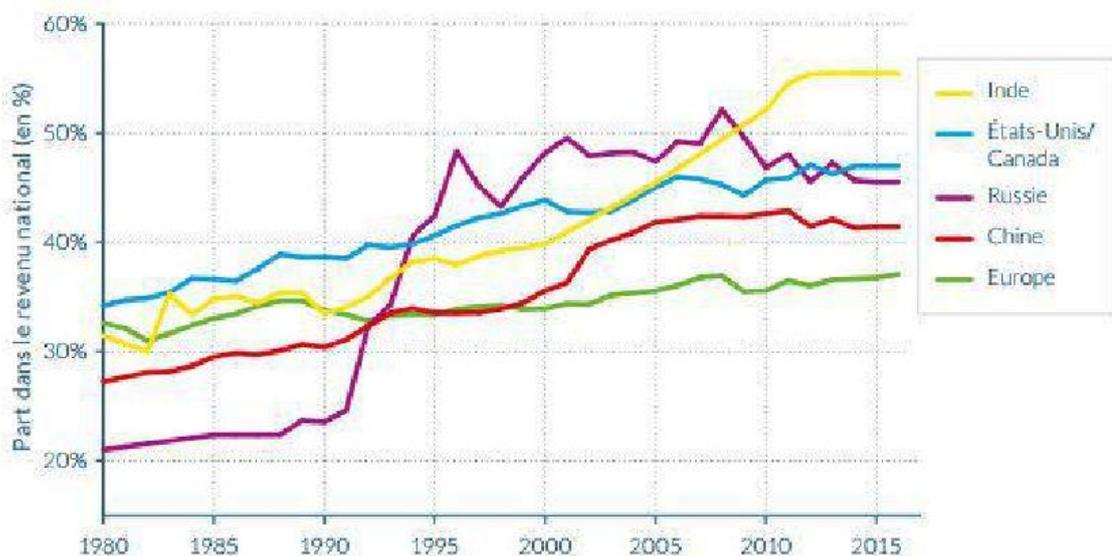
Pour mémoire, il faut mentionner l'IDH, Indice de Développement Humain, composé pour 3 tiers du PIB/hab, du niveau d'éducation (alphabétisation et scolarisation), et de l'espérance de vie à la naissance. Mais il est très corrélé au PIB/hab.

33

Inégalités croissantes

Graphique E2a

Part de revenu des 10% les plus aisés dans le monde, 1980-2016 : les inégalités augmentent presque partout, mais à des rythmes différents



Source : WID.world (2017). Voir wir2016.wid.world pour les séries et les notes.

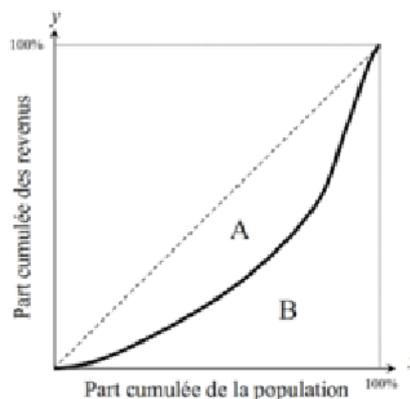
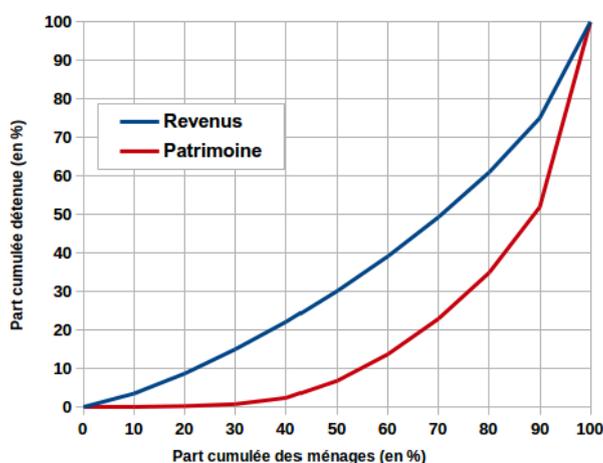
En 2016, le décile supérieur (les 10% des revenus les plus élevés) a perçu 47% du revenu national aux États-Unis/Canada, contre 34% en 1980.

Aux inégalités entre régions au sein d'un même pays s'ajoutent les inégalités de revenus qui ont augmenté partout dans le monde, à des rythmes différents (cf la Russie)

34 Et pour la France, les inégalités de patrimoine sont bien plus importantes que les inégalités de revenus, comme le montre l'indice de Gini en 2010.

Indicateur d'inégalités

Inégalités de revenu
de patrimoine
France 2010

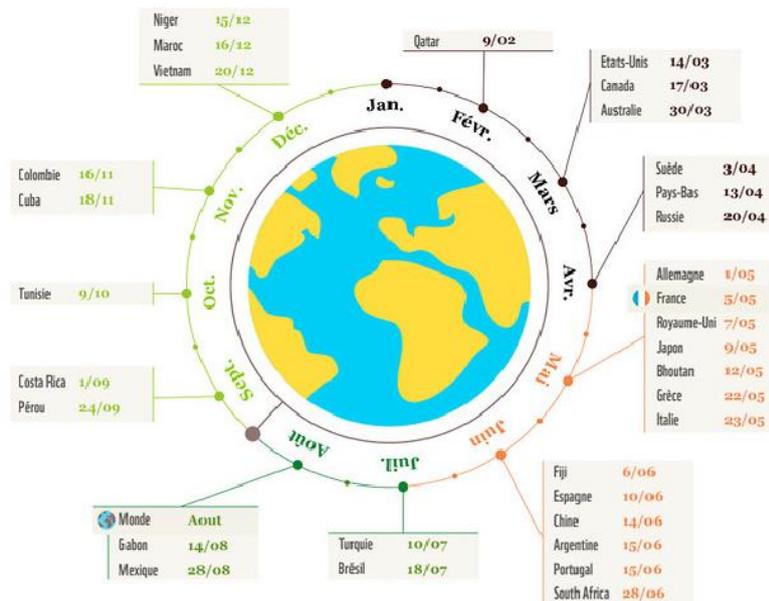


Indice de Gini
 $A/A+B$

35 En contrepoint de ces indicateurs tournés vers le bien-être, il en est un autre concerné par le bien-être de la planète : l'empreinte écologique qui s'intéresse à la durabilité ou la soutenabilité de l'activité économique. On peut la mesurer par le nombre d'hectares « globaux » utilisés par habitant et la comparer à la biocapacité d'un pays ou de la planète (1,68 gha/personne), ou bien dater le moment où un pays ou la planète dépasse sa biocapacité, ce qu'on appelle le jour du dépassement. On voit ainsi qu'un pays comme le Vietnam (jour de dépassement le 20 Décembre) se développe de manière soutenable à l'exact opposé du Qatar (jour de dépassement le 9 Février).

Empreinte Ecologique

champs cultivés
pâturages
forêts pour le bois
forêts pour la séquestration
du carbone
pêcheries
terrains construits



Positionnement du Jour du dépassement de la France par rapport à d'autres pays

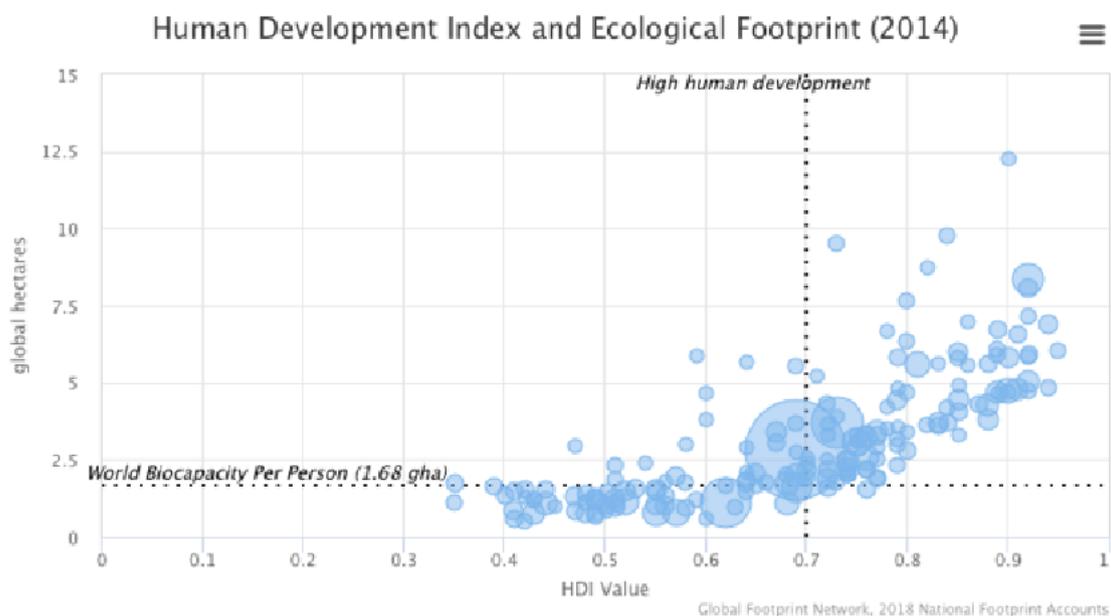
36

L'empreinte

nte écologique est toujours supérieure à la moyenne mondiale et à la biocapacité mondiale par personne pour les pays présentant un IDH élevé, càd un revenu par tête élevé. Ce sont les pays à bas revenu qui détruisent la moins la planète.

L'empreinte écologique apporte ainsi un correctif majeur au PIB pour apprécier la qualité d'une économie.

IDH et Empreinte Ecologique



37 Qu'est ce qui fonde la valeur des biens ? Oublions un instant les prix (qui varient tous les jours) pour nous demander ce qui détermine intrinsèquement la valeur d'un bien par rapport à un autre. Deux grands courants théoriques se sont constitués : celui de la valeur-travail et celui de la valeur-utilité (ou d'usage).

Vous serez peut-être surpris de retrouver Adam Smith et Marx dans le même groupe mais c'est effectivement le cas pour le concept de valeur.

C'est Adam Smith qui le premier a formulé ce concept, dans une économie qui était essentiellement agricole :

« il sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra **commander** ou qu'il sera en état d'acheter. [...] Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise » ou encore :

« Si chasser un daim prend 2 fois plus de temps que chasser un castor, alors il est naturel qu'un daim s'échange contre 2 castors »

D'où il ressort un prix naturel des choses, ou prix d'équilibre, concept commun avec Ricardo.

La valeur-travail

Théorie **objective** de la valeur , développée par

Adam Smith (1723-1790) La richesse des nations

La main invisible du marché

David Ricardo (1772-1823) Théorie de l'avantage comparatif

Karl Marx (1818-1883) Le Capital

La valeur d'échange (prix) n'est pas corrélée à la valeur d'usage (utilité)

La valeur d'un bien se mesure à partir de la quantité de travail incorporé direct et indirect (les équipements).

Marx ajoute : « la quantité de travail « *socialement nécessaire* » à la reproduction de la force de travail »

Ricardo a considérablement amendé la théorie de Smith en remplaçant le travail commandé par le travail **incorporé** qui comprend une part directe et une part indirecte contenue dans les consommations intermédiaires et les outils de production (bâtiments et machines). Il s'agit d'une valeur sociale moyenne qui s'applique aux marchandises produites de manière reproductible ; les biens naturels (terre, air, eau, mer,...) non produits n'entrent pas dans ce cadre tout comme les biens uniques non reproductibles.

Marx appelle le travail incorporé de Ricardo le travail concret ou individuel. Il le confronte au problème suivant : « *Si la valeur de la marchandise est déterminée par la quantum de travail dépensé, plus un homme est paresseux ou malhabile et plus sa marchandise a de la valeur parce qu'il emploie plus de temps à sa fabrication* ». Pour lui, la valeur d'un bien est déterminée par une fraction du travail total dépensé pour le produire, ce qu'il appelle le travail abstrait (ou social), à savoir la quantité de travail socialement nécessaire dans les conditions de production d'une société donnée et avec le degré social moyen d'habileté des travailleurs. C'est ce qui est nécessaire à la reproduction de la force de travail.

Le capital, du travail mort, ne crée aucune valeur propre. La valeur des biens créés par le travailleur est supérieure à la valeur d'échange de son travail, c'est-à-dire son salaire : la différence constitue ce que Marx appelle la « plus-value » captée par les propriétaires des moyens de production.

Ces 3 approches successives sont celles des classiques, définissant la valeur comme une substance objective et quantifiable (par la quantité de travail).

38 Les tenants de l'économie marginaliste dite aussi théorie néo-classique, qui constituent la pensée « mainstream » aujourd'hui, s'appuient sur le principe d'une utilité marginale, fonction de la rareté bien sûr mais aussi des goûts subjectifs des individus. Elle est supposée décroissante : la satisfaction de la consommation d'un bien décroît avec l'augmentation des quantités consommées.

La valeur-utilité (d'usage)

Théorie **subjective** de la valeur développée par

Léon Walras (1834-1910) Théorie de l'Equilibre Général

Vilfredo Pareto (1848-1923) Optimum de Pareto

Supériorité de la concurrence

Gérard Debreu (1921-2004) Théorie de la valeur

Kenneth Arrow (1921-2017) -id-

La valeur d'échange est directement corrélée à la valeur d'usage, fondée sur l'utilité marginale, celle que retire un agent d'une unité supplémentaire du bien.

Alfred Marshall (1842-1924) a tenté une synthèse en soutenant la validité de la valeur-utilité à court terme et celle de la valeur-travail à long terme

Les marginalistes ont ainsi cru résoudre le paradoxe de l'eau et du diamant, défini par Adam Smith : l'eau a une très forte valeur d'usage, elle est très utile, pourtant elle est peu chère, tandis que le diamant n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais permet d'acquérir beaucoup d'autres biens. Pour les marginalistes l'utilité marginale de l'eau en plein désert est très élevée parce que rare dans ce contexte, mais faible dans la plupart des circonstances et elle décroît très vite après un verre ou deux, alors que le diamant est rare et assure du prestige à long terme, son utilité décroît lentement.

La formalisation complète de ce courant de pensée par Debreu démontre que le marché, qui a pour unique fonction de répartir la quantité limitée de biens au mieux des désirs des participants, conduit à un équilibre, aux conditions suivantes :

- les acteurs ont un comportement strictement utilitariste, avec des utilités marginales décroissantes
- les préférences individuelles sont exogènes au marché et entre elles (la séparation marchande)
- une définition stricte et partagée des qualités des biens

Alors, via l'intermédiation d'un secrétaire de marché imaginaire fixant les prix par tâtonnements, la satisfaction de chaque agent est maximale, l'offre est égale à la demande pour chaque bien, et personne n'a intérêt à en bouger.

Ces hypothèses sont contraires au sens commun : l'ordre marchand autorise en réalité des changements de comportements fondés sur l'autonomie individuelle. L'augmentation de la production en réponse aux besoins, loin d'élever la satisfaction des acteurs et de réduire l'écart entre offre et demande, provoque de nouvelles aspirations dirigées vers de nouveaux biens déplaçant ainsi les situations de rareté relative. La théorie marginaliste ne comprend pas les situations hors équilibre pourtant courantes ; elle ne décrit qu'une partie de la réalité (valable pour un bien unique) et la transforme en modèle normatif.

39

Et la monnaie?

Ses trois fonctions :

Intermédiaire dans les échanges : « pouvoir libérateur » de la monnaie mais aussi ...

Réserve de valeur

Unité de compte pour le calcul économique ou la comptabilité

proviennent de ce qu'elle est la liquidité absolue

le condensé de tous les biens

parce qu'elle permet de tout obtenir, non pas en vertu de sa qualité intrinsèque, mais par la vertu de la **reconnaissance unanime**.

La puissance, pouvoir d'acheter, dépend de la quantité de biens

« liquides » (monnaie entre autres) à disposition.

Ces deux concepts
A contrario, la pluralité des monnaies fait obstacle à l'expression des intérêts marchands.

ns de la

valeur ont cependant un point commun : elles cherchent à expliquer, comme toutes les théories de la valeur, ce qu'il y a derrière le prix (valeur d'échange), ce qui fonde la valeur d'un bien. Dans un schéma d'économie de troc, elles ignorent la monnaie qu'elles considèrent comme strictement instrumentale, pour faciliter les échanges (ce qui est vrai bien sûr, mais à rien d'autre) ; Jean-Baptiste Say disait « la monnaie est un voile », elle ne sert de rien par elle-même. Vraiment ? Comme pour la valeur des choses, posons-nous la question : qu'est-ce qui fonde la monnaie ?

Pour échanger, il faut avoir des biens « liquides », les plus liquides possibles, acceptés par le plus grand nombre. Il faut aussi pouvoir échanger à différents horizons de temps : quels biens stocker pour acheter plus tard ? C'est ainsi que la monnaie, dans l'espace politique où elle a été créée et où elle jouit de la confiance des participants, constitue le bien liquide par excellence : elle évite des coûts de conversion intermédiaires. Pour qu'un achat ait lieu, il faut

et il suffit que l'acheteur dispose de la quantité de monnaie suffisante, éventuellement à un prix différent du prix d'équilibre.

Ainsi prix et valeur deviennent ainsi une seule et même réalité, car la valeur d'un bien se mesure à la quantité de monnaie qu'il permet d'obtenir. Et la quête de monnaie, qui était considérée comme une aberration mentale par la morale utilitariste, devient l'instrument de puissance suprême car la monnaie donne accès à toutes les marchandises.

40

PIB et Valeur

Le PIB est réducteur :

- Tous les échanges marchands sont positifs sans distinction
- Sa croissance constitue donc un mieux
- La vie hors marché est ignorée
- Son impact sur le patrimoine naturel et matériel est occulté

C'est réduire l'homme à l' *Homo Oeconomicus* fonctionnant selon un critère d'intérêt pour optimiser sa satisfaction personnelle, y compris par recherche de prestige, imitation mimétique d'un modèle ou des autres.

*Non pas un indicateur de **valeur**,
mais un indicateur de **marché**.*

Ce n'est pas sa croissance mais son contenu, confronté à des critères sociaux et environnementaux, qui permet de juger de sa valeur.

J'espère vous avoir suffisamment montré que, pour le moins, le PIB doit être manié avec précaution et qu'il est loin de constituer un repère de qualité de vie. Pourquoi ?

Le PIB est une invention relativement récente. Auparavant, c'est William Petty qui, en 1665, a eu le premier l'idée d'estimer le revenu national et la richesse de l'Angleterre, pour critiquer les taxes foncières. En France, ce sont Vauban puis surtout Quesnay par son Tableau Economique de 1758 qui font figure de précurseurs, en montrant les interdépendances entre secteurs. Mais jusqu'au début du 20^{ème} siècle, ces travaux étaient étroitement liés à des préoccupations fiscales, avec une composante stratégique pour estimer les capacités des pays à lever des fonds pour faire la guerre.

La période de la naissance du PIB n'est pas anodine ; c'est à la suite du jeudi noir du 29 Octobre 1929 que le Congrès Américain a demandé à Simon Kuznets de produire une image statistique agrégée de l'économie nationale, qui fut appelée par la suite « revenu national », « produit national brut », enfin « produit intérieur brut ». Son analyse « biens finaux

produits - biens intermédiaires » de 1934 en fait un des pères des comptes nationaux. L'idée n'était pas totalement nouvelle mais c'est la première fois que des responsables politiques jugèrent intéressant de s'en servir.

C'est aussi à la même époque que Wassily Leontiev modélise le tableau entrées-sorties des consommations intermédiaires et surtout que John Maynard Keynes a publié « La Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie » : grâce aux concepts de Kuznets les gouvernements disposaient ainsi d'un outil adéquat pour mettre en œuvre les propositions de Keynes. Car après la Grande Dépression, puis la Seconde Guerre Mondiale, l'obsession des gouvernements était d'éviter le chômage de masse en faisant circuler les revenus, donc une obsession de croissance que le PIB devait montrer chaque année.

De nouvelles analyses de la société marchande sont apparues avec Thorstein Veblen (« Théorie de la classe de loisir ») qui met en avant la recherche de prestige et de reconnaissance manifestée par la possession d'objets, qui conduit au « toujours plus » alimenté par l'apparition de nouveaux produits.

André Orléan (« L'empire de la valeur ») s'inspire du schéma mimétique, cher au philosophe René Girard, pour émettre l'hypothèse, à l'opposé du modèle marginaliste, d'un monde de concurrence mimétique où l'individu ne connaît pas son désir et cherche en autrui les références qu'il ne sait pas se donner lui-même pour trouver la bonne réponse. L'objet le plus désiré par les autres devient alors le plus désirable pour soi-même parce que partagé, ce qui constitue un puissant stimulant à la croissance.

Marshall Sahlins, anthropologue américain, auteur de « Age de pierre, âge d'abondance » pointe du doigt cet esclavage des temps modernes en écrivant :

« C'est nous et nous seuls qui nous sommes condamnés aux travaux forcés à perpétuité. La rareté est la sentence portée par notre économie et c'est aussi l'axiome de notre économie politique...L'Homo Oeconomicus est une invention bourgeoise. Il n'est pas derrière nous mais devant nous comme l'homme moral. Les chasseurs-cueilleurs n'ont pas bridé leurs instincts matérialistes ; ils n'en ont simplement pas fait une institution. »